



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2015 • Dreizehnte Sitzung • 24.09.15 • 08h15 • 14.091
Conseil des Etats • Session d'automne 2015 • Treizième séance • 24.09.15 • 08h15 • 14.091



14.091

Zivile Friedensförderung.

Rahmenkredit 2016–2019

für drei Genfer Zentren

Promotion civile de la paix.

Crédit-cadre 2016–2019

pour trois centres de Genève

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.05.15 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.15 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Kuprecht Alex (V, SZ), für die Kommission: Der Bundesrat legt dem Parlament zum vierten Mal nach 2002, 2007 und 2010 eine Botschaft über einen Rahmenkredit für die drei Genfer Zentren vor. Die drei Zentren wurden von der Schweiz zwischen 1995 und 2000 als Stiftungen mit einer internationalen Trägerschaft gegründet. Die Zentren haben sich zu weltweit anerkannten Kompetenzzentren entwickelt und leisten wichtige Beiträge in der Aussen-, Friedens- und

AB 2015 S 1057 / BO 2015 E 1057

Sicherheitspolitik. Ende 2015 läuft der aktuelle Rahmenkredit aus. Es gilt also heute, einen neuen Rahmenkredit zu beschliessen.

Der Bundesrat hat die vorliegende Botschaft am 19. November 2014 verabschiedet. Er beantragt einen Rahmenkredit von 129 Millionen Franken für die Weiterführung der Unterstützung der drei Genfer Zentren für den Zeitraum 2016–2019. Gegenüber den in der Finanzplanung des Bundes vorgesehenen Mitteln entspricht dies einer Erhöhung um 3,6 Millionen Franken. Dadurch soll der stetig steigenden Nachfrage nach Dienstleistungen der drei Zentren Rechnung getragen werden. Diese zusätzlichen Mittel werden jedoch innerhalb des EDA-Budgets kompensiert.

Der Nationalrat war beim vorliegenden Geschäft Erstrat. Er hat die Vorlage am 6. Mai 2015 behandelt und den Bundesbeschluss mit 140 zu 29 Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen. Unsere SiK hat die Botschaft an ihrer Sitzung vom 31. August 2015 beraten und ist einstimmig und ohne Diskussion darauf eingetreten. Eine Diskussion hat es einzig zur Frage der Kompensation des höheren Kredites innerhalb des Budgets des EDA gegeben. Laut Aussagen des zuständigen Departementschefs, Herrn Bundesrat Burkhalter, ist jedoch entschieden, dass die Kompensation bei der Abteilung Menschliche Sicherheit und bei der Deza vorgenommen werden wird. Der Finanzplan wird entsprechend angepasst. Bei notwendigen Sparanstrengungen wird der Rahmenkredit zur Einhaltung der Schuldenbremse entsprechend gekürzt.

Die drei Genfer Zentren geniessen international einen ausgezeichneten Ruf. Die nachgefragten Leistungen im Bereich der Sicherheitspolitik, der humanitären Minenräumung und der demokratischen Kontrolle der Streitkräfte zeugen davon und sind deshalb auch Gegenstand der Mittelerhöhung. Ihre Kommission hat diesem Rahmenkredit über 129 Millionen Franken für die Zeit vom 1. Januar 2016 bis zum 31. Dezember 2019 einstimmig zugestimmt.

Ich ersuche Sie namens der Kommission um Eintreten auf die Vorlage und Zustimmung zum Kreditbegehr.

Burkhalter Didier, conseiller fédéral: Je remercie la commission et le rapporteur pour le soutien très clair à un crédit-cadre pour la paix, pour la Genève internationale, et qui est donc conforme aux priorités inscrites dans la Constitution fédérale et dans la stratégie de politique extérieure du Conseil fédéral soumise au Parlement en début de législature.

Ces priorités sont non seulement confirmées actuellement, mais elles sont également intensifiées. De fait, nous nous trouvons dans une situation impliquant davantage d'efforts pour la politique de paix en général, donc il faut utiliser au mieux tous les instruments et tous les outils de la boîte à outils dont nous disposons



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2015 • Dreizehnte Sitzung • 24.09.15 • 08h15 • 14.091
Conseil des Etats • Session d'automne 2015 • Treizième séance • 24.09.15 • 08h15 • 14.091



dans le cadre de la Genève internationale. Or ces trois centres à Genève constituent des éléments de la boîte à outils de la politique de paix de la Genève internationale. Ils permettent l'application de notre stratégie de politique étrangère, avec comme priorité la paix et la sécurité humaine.

Nous avons trois centres et avons aussi trois tâches. La première tâche est la paix par la formation et par le dialogue; c'est la marque de fabrique du Centre de politique de sécurité. On peut donner l'exemple du Myanmar en particulier. Ce sont des pays de ce type-là, qui sortent de périodes très sombres de leur histoire, qui ont besoin de capacités. C'est-à-dire qu'il faut des personnes, des êtres humains, qui soient capables de porter les projets. Cela ne sert à rien, dans un pays comme le Myanmar, de venir "que" avec de l'argent, mais il faut aussi des êtres humains capables, dans ce pays, de relayer les projets pour les concrétiser. Pour cela, il faut essayer de leur donner des formations, ce que fait ce centre.

Ce centre doit s'adapter aux réalités, à l'image de la réalité très nouvelle qu'est la problématique de la prévention de l'extrémisme violent. Pour cela, cette année encore, de nouveaux cours vont être lancés pour la mise en place de stratégies nationales pour prévenir l'extrémisme violent, en raison aussi de ce qu'il implique en termes de pression migratoire sur notre continent. Cet axe est de plus en plus prioritaire dans notre travail, aussi à Genève, puisque la ville accueille, depuis pratiquement une année, le Fonds destiné à la lutte contre l'extrémisme violent qui va commencer à mener ses premiers projets sur le terrain dans des pays d'Asie et d'Afrique.

Voilà pour le premier centre et la première tâche.

Le deuxième centre et la deuxième tâche, c'est le Centre international de déminage humanitaire, qui est un élément clé dans le cadre de la stratégie antimines de la Confédération. Un exemple d'actualité, c'est ce qui se passe en Ukraine, où ce centre de déminage humanitaire travaille avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et avec le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), en appuyant les autorités ukrainiennes dans l'établissement d'un centre d'action contre les mines. Dans ces situations-là, il s'agit en effet de préparer le retour des personnes qui ont été déplacées; et pour préparer le retour, il faut aussi déminer, car en général tout a été miné. Un jour d'ailleurs, prochainement – on espère que ce sera le plus vite possible –, il faudra faire la même chose en Syrie. Mais actuellement c'est quelque chose qui se prépare et qui se fait un peu en Ukraine, bien que la situation en Ukraine reste particulièrement délicate et fragile.

Le troisième centre, dont j'ai déjà un peu parlé, c'est le DCAF. C'est le plus grand des trois centres. C'est aussi un centre qui occupe maintenant véritablement le premier rang en termes de compétences à l'échelle mondiale, dans le domaine de la bonne gouvernance des forces de sécurité et de la réforme du secteur de la sécurité. Ce centre a publié des ouvrages traduits dans plus de 50 langues; il a réalisé quelque 400 projets par an dans le monde; et il est également en train de développer une forte capacité opérationnelle pour analyser les foyers de crise. A titre d'exemple, sous mandat de l'ONU, sous mandat de l'Union européenne ou sous mandat de l'Union africaine, le DCAF a conduit, au cours des douze derniers mois, 63 missions d'évaluation, dans 28 pays fragiles ou en transition – au Honduras, au Liberia, ou en Somalie.

Le rapporteur de la commission, Monsieur Kuprecht, a abordé la question financière. Les besoins augmentent, mais en même temps la situation financière de la Confédération est ce qu'elle est. Donc il faut trouver des solutions. J'en citerai trois. Premièrement, il faut compenser totalement l'augmentation du crédit demandé – c'est ce qui est fait. Deuxièmement, il faut une flexibilité, et nous l'avons avec le crédit-cadre, puisque celui-ci donne la possibilité, d'abord au Conseil fédéral, ensuite au Parlement, de faire valoir sa souveraineté budgétaire chaque année, lorsqu'il doit se prononcer sur les tranches de ce crédit. Et puis, il y a le recours croissant aux synergies: les trois centres peuvent travailler sur des projets communs. Nous les y encourageons dans le cadre de la nouvelle politique de cette prochaine période quadriennale, dans des domaines comme la sécurité européenne, comme le désarmement, comme la cybersécurité, comme l'extrémisme violent, dont j'ai parlé tout à l'heure. Il y a là des éléments de synergie entre les trois centres, qui sont d'ailleurs sous le même toit, dans ce qu'on appelle la Maison de la Paix, qui est de plus en plus connue au plan international. Elle a d'ailleurs été un argument favorable pour l'installation du secrétariat du Traité sur le commerce des armes, à Genève; il s'inscrit aussi dans la même thématique. Par conséquent, nous aimerais développer ces synergies, non seulement parce que c'est bon financièrement, mais aussi parce que c'est juste sur le fond.

Nous vous remercions donc de bien vouloir, dans cet esprit-là, soutenir ce projet, la paix et la Genève internationale.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2015 • Dreizehnte Sitzung • 24.09.15 • 08h15 • 14.091
Conseil des Etats • Session d'automne 2015 • Treizième séance • 24.09.15 • 08h15 • 14.091



Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit zur Weiterführung der Unterstützung der drei Genfer Zentren 2016–2019

AB 2015 S 1058 / BO 2015 E 1058

Arrêté fédéral concernant un crédit-cadre pour la poursuite du soutien aux trois centres de Genève 2016–2019

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.091/1080)

Für Annahme der Ausgabe ... 37 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 14.091/1081)

Für Annahme des Entwurfes ... 36 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)